



Une délégation conduite par Me André Marie Tassa, président de la fédération régionale du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) a apporté des denrées alimentaires à la cinquantaine de personnes originaires du département du Noun et chassés de Nyabizan, il y a une semaine.

« Je ne fais plus rien depuis que je suis renté ici au village. Ce n'est pas facile de se nourrir et de subvenir aux besoins de la famille. Je dis merci au Mrc, je dis merci à madame le maire de la commune de Fouban et présidente de l'Union démocratique du Cameroun (Udc). » Hassan, âgé de la vingtaine, a la sourire en coin ce mercredi 23 mars 2022. Comme de nombreux originaires du département du Noun chassés de Memve'ele dans la vallée du Ntem, région du Sud, il est venu à l'hôtel de ville de Fouban pour recevoir les denrées alimentaires et des produits de première nécessité offerts par le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). Il s'agit en effet, de 40 sacs de riz, de 05 sacs de sel et des cartons de savon transportés vers le chef-lieu du département du Noun par Me André Marie Tassa, président de la fédération régionale dudit parti à l'Ouest et avocat au barreau du Cameroun. Un geste conforme, selon Me André Marie Tassa, au pacte de solidarité du Mrc. Pour cet avocat, faire la politique, c'est œuvrer pour soulager les misères du peuple en détresse.

Agressés, persécutés et menacés de mort

« Des cris stridents des déplacés internes victimes de la haine tribale à Nya-bizan près du village de Men'velé déchirent notre atmosphère et heurtent notre engagement Républicain

depuis quelques jours. Des dignes citoyens de notre pays, avons-nous appris, affluent dans la ville de Foumban depuis le mercredi 09 mars dernier. Ce sont, en effet des centaines de Camerounais, comme nous tous ici présents, agressés, persécutés et menacés de mort à Men'velé, juste parce qu'ils sont soupçonnés d'être nés ou originaires du département du Noun. Chères populations du Noun, chers déplacés internes venant de Men'velé, nous sommes là pour vous dire que le Président national du Mrc, le Pr Maurice Kamto, a une oreille tendue vers vos cris de détresse ; il est de tout cœur avec vous et vous apporte son soutien et son réconfort », indique Me André Marie Tassa. Un message de compassion accueillie favorablement par le 1er adjoint au maire de Foumban, M. Tapon.

Intervenant au nom de Patricia Toimano Ndam Njoya, maire de Foumban et présidente nationale de l'Union démocratique du Cameroun (Udc), l'élu local a exprimé sa gratitude face au geste porté par « le charismatique » Maurice Kamto en faveur de la cinquantaine de personnes déplacées forcées de Men'velé il y a quelques jours. Laxisme des autorités administratives Un geste aussi salué par Youmo Koupit Adamou, député à l'Assemblée nationale et acteur clé pour le retour des populations chassées dans leur village d'origine. Ce député dénonce, sans ambages, le laxisme des autorités administratives de la région du Sud. « C'est devant les autorités venues en intervention que les populations se présentant comme des autochtones ont déclaré qu'ils ne voulaient plus voir les originaires du département du Noun à Nya-Bizan », soutient-il. Non sans manquer de souligner qu'aucune personne n'a été interpellée face à ces agissements qui pourraient être assimilés à des actes de rébellion.

Et dans cette logique, Me André Marie Tassa souligne : « Nous sommes autant choqués que ces atrocités se tiennent sous la barbe et le nez des autorités administratives, habituellement promptes à sortir l'arsenal répressif lorsqu'il s'agit de réprimer les manifestations pacifiques de l'opposition. Nous sommes indignés d'apprendre que des Camerounais, au vu et au su de tout le monde, menacent de porter atteinte à la vie des autres Camerounais, oubliant que l'Etat du Cameroun a signé et ratifié le pacte international relatif aux droits civiques et politiques qui, en son article 6, impose au gouvernement la protection du droit à la vie, un droit inhérent à la personne humaine. » Une démarche qui emporte l'adhésion de Mongouat Ahidjo, secrétaire nationale à la communication de l'Udc, qui tient à souligner que faire la politique c'est travailler pour que des personnes soient « vertueuses et heureuses » Ces actes « d'hostilité à la patrie »

Depuis le début des hostilités, affirme le député Youmo Koupit Adamou, il y a des jours, aucune autorité administrative, aucun membre du gouvernement, n'a agi pour porter une assistance ou une protection effective aux populations chassées de Men'velé. « Veut-on nous faire croire que le gouverneur de la région du Sud n'avait pas les moyens pour contenir les assaillants de Men'velé et d'éviter que des chefs de famille se déplacent, avec des enfants, en pleine année scolaire ? Nous tenons, ici et maintenant, à réaffirmer, fermement, l'attachement de Mrc aux valeurs Républicains et à condamner, sans aucune réserve, les auteurs des actes barbares sur nos concitoyens à Men'velé et à appeler le gouvernement de Yaoundé à prendre ses responsabilités afin que les personnes ayant commis ou commandité ces actes « d'hostilité à la patrie »-une qualification qui méritent cette fois-ci contrairement à celle à laquelle nous ont habitués les magistrats militaires, soient recherchées, jugées et condamnées conformément aux lois de la République et aux instruments juridiques internationaux signés et ratifiés par le Cameroun. Nous restons unis et soudés pour la cause Républicain.

Rien ne viendra ébranler notre détermination à mener le combat pour un Cameroun fondé sur le respect des droits humains, un Cameroun où chacun se sent chez lui partout où il se trouve, un Cameroun où la primauté est accordée au respect de la norme de droit, aux valeurs démocratiques et Républicaines. Mesdames et messieurs, Merci pour votre aimable attention, afin que vive le Cameroun bâti sur les valeurs Républicaines », conclut Me André Marie Tassa.

Le Messenger